

## **Le manuel franco-allemand : une écriture commune de l'histoire**

**Guillaume Le Quintrec**

Depuis la rentrée scolaire 2006, les lycéens de Terminale, en France et en Allemagne, peuvent disposer d'un manuel d'histoire exactement identique, publié en français par Nathan et en allemand par Klett<sup>1</sup>. C'est une première : jamais un manuel de l'enseignement secondaire, fondé sur un programme commun à deux pays et directement utilisable par les élèves et les professeurs, n'avait jusqu'ici vu le jour. Comment une telle aventure a-t-elle été possible ? C'est ce que cet article voudrait expliquer, en apportant l'éclairage de l'un des rédacteurs de l'ouvrage<sup>2</sup>. Après avoir rappelé le rôle important que jouent toujours les manuels d'histoire dans le monde d'aujourd'hui, on évoquera la genèse du manuel franco-allemand, puis les difficultés rencontrées par l'équipe éditoriale.

### **Les manuels d'histoire, un enjeu politique**

Les manuels d'histoire ont joué, et jouent encore, un rôle important dans la construction des identités nationales. Car la nation est toujours une construction, fondée sur un discours des origines, discours qui est normalement tenu par les historiens. Cette question de la nation, que l'on croyait académique et poussiéreuse, est redevenue d'une actualité brûlante en Europe. Au temps de la Guerre froide, l'idéologie semblait avoir relégué la nation au rang de catégorie périmée. Dans les deux camps régnait une forme d'universalisme supranational. A l'Ouest, l'idéologie du marché mondial et les espoirs de la construction européenne avaient fait oublier les nationalismes, qui ne subsistaient que sous la forme de petits conflits localisés (l'Irlande du Nord, le Pays basque...). A l'Est, l'internationalisme socialiste s'affirmait au-dessus des nations, qui n'existaient plus que sous une forme folklorisée dans les musées des arts et traditions populaires...

Mais la fin de la Guerre froide, loin de signifier la fin de l'histoire, a marqué au contraire le retour de l'histoire et a ramené les nations sur le devant de la scène. Rappelons que la guerre qui a ensanglanté l'ex-Yougoslavie a été en quelque sorte préparée par les historiens nationalistes de Belgrade, qui ont remis au goût du jour les prétentions de la "Grande Serbie". Le 28 juin 1989, devant un million de personnes rassemblées au Kosovo, Slobodan Milosevic célébrait le souvenir de la bataille du Champ des Merles où les Serbes avaient été vaincus en 1389 par les Turcs.

---

<sup>1</sup> Peter Geiss et Guillaume Le Quintrec (dir.), *Histoire/Geschichte : L'Europe et le monde depuis 1945, manuel d'histoire franco-allemand. Terminale L/ES/S*, Paris, Nathan, 2006 ; Guillaume Le Quintrec et Peter Geiss (dir.), *Histoire/Geschichte. Europa und die Welt seit 1945, Deutsch-französisches Geschichtsbuch. Gymnasiale Oberstufe*, Stuttgart/Leipzig, Klett, 2006.

<sup>2</sup> Pour compléter cette contribution, on peut se reporter aux articles publiés par deux membres français du comité d'experts chargé de concevoir le programme et le cahier des charges du manuel franco-allemand : Pierre Monnet, "Un manuel d'histoire franco-allemand", *Revue historique*, 639, 2006, p. 409-422 ; Etienne François, "Le manuel franco-allemand d'histoire. Une entreprise inédite", *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 94, avril-juin 2007, p. 73-86.

Dans ce contexte, on comprend bien pourquoi les manuels d'histoire restent un enjeu politique important. Dans le meilleur des cas, il s'agit de comprendre comment s'est constituée la communauté nationale ; dans le pire des cas, il s'agit de fabriquer et d'imposer une version officielle de l'histoire. On peut signaler au passage que le mouvement des nationalités au XIX<sup>e</sup> siècle a repris récemment une place importante dans les programmes d'histoire en France. Longtemps négligé, cet aspect de l'histoire est jugé aujourd'hui nécessaire à la compréhension de l'Europe. On peut signaler aussi que *l'histoire de la mémoire* est entrée dans les programmes : les élèves de Terminale doivent connaître "l'émergence de différentes mémoires de la période de la guerre au sein de la société française".

Sur un mode plus polémique, les manuels d'histoire sont aujourd'hui au cœur de conflits politiques et mémoriels, aussi bien au sein d'une nation (débat interne) qu'au niveau international (visions différentes de l'histoire opposant deux pays). Certains ont ainsi reproché aux manuels français de ne pas faire une part assez grande à des aspects de l'histoire nationale comme l'esclavage, la traite négrière ou la guerre d'Algérie. D'autres ont sommé les historiens de présenter les "aspects positifs" de la colonisation... En Turquie, les historiens qui abordent la question du génocide arménien sont poursuivis pour "diffamation de la nation turque". Dans certaines régions du monde, les manuels présentent une version de l'histoire en contradiction totale avec celle du pays voisin.

Certains manuels japonais passent sous silence les exactions de l'impérialisme nippon, ce qui suscite les protestations récurrentes de la Chine et de la Corée. On peut cependant noter que ces manuels japonais "révisionnistes" ne sont en rien des manuels officiels et qu'ils sont choisis par une infime minorité d'enseignants. En Chine, les manuels sont officiels et ils présentent une vision déformée et très sélective de l'histoire.

La rédaction des manuels d'histoire est devenue un enjeu majeur dans les Etats issus de l'ex-URSS ou du bloc soviétique. Leur libération s'est accompagnée d'une quête de l'identité nationale et d'une diabolisation de la Russie, parfois au détriment de l'objectivité historique. Voici comment un journaliste russe décrit les manuels moldaves et roumains : « En Moldavie, ce n'est pas l'histoire du pays que l'on apprend, mais celle des Roumains. Il est impossible à une personne normalement constituée de lire les manuels scolaires roumains sans une dose massive de calmants. On y trouve des postulats du style : la Roumanie est le pays le plus remarquable du monde et de toutes les époques ; il n'existe aucune nation meilleure que celle des Roumains. La Russie, en revanche, a de tous temps été un monstre, un pays de salauds et d'occupants »<sup>3</sup>. La Russie elle-même n'échappe pas à ces problèmes. Le ministère de l'Education a retiré son agrément à certains manuels jugés trop critiques et le président Vladimir Poutine a formulé une conception assez inquiétante de l'écriture de l'histoire : « A une certaine époque, les historiens insistaient sur les aspects négatifs de notre histoire, car leur mission était de détruire le système précédent. Maintenant, nous avons une autre tâche, une tâche créatrice. Il est indispensable de se débarrasser de l'écume qui s'est accumulée pendant toutes ces années. Les faits historiques doivent être exposés dans les manuels, ils doivent permettre de cultiver chez les jeunes le sentiment de fierté pour leur histoire et pour leur pays »<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir article de *Novy Izvestia*, traduit par *Courrier international*, n°797, 9-15 février 2006, p. 46-47.

<sup>4</sup> *Ibid.*

## Dépasser le point de vue national. La genèse du manuel franco-allemand

Chacun donc ses “aspects positifs” ou ses “aspects négatifs”! On ne saurait mieux souligner le lien étroit qui existe encore entre les manuels d'histoire et l'identité nationale. Mais la recherche de la vérité historique implique de dépasser le point de vue national, de se détacher de ses propres représentations, de s'ouvrir à celles de l'autre, pour tenter de saisir le réel dans toute sa complexité. En 1928 déjà, au Congrès international des sciences historiques d'Oslo, Marc Bloch s'exclamait : “Cessons de nous causer d'histoire nationale à histoire nationale sans nous comprendre”<sup>5</sup>. Médiéviste (c'est-à-dire spécialiste d'une période où la culture n'était pas encore marquée par le cloisonnement national), bon connaisseur de l'Allemagne, professeur à Strasbourg, Marc Bloch était bien placé pour initier le dialogue des cultures et la réconciliation des historiographies. Il participa au début des années 1930, avec d'autres universitaires allemands (Kern, von Beckerath, Widelbrand) et français (de Pange, Renouvin, Lavergne) à un projet de livre d'histoire écrit en commun et traitant des relations franco-allemandes. Il ne s'agissait pas d'un manuel scolaire à proprement parler et le projet échoua, essentiellement à cause de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. La coopération historique internationale reprit après la Seconde guerre mondiale, encouragée notamment par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe. Il faut citer ici l'Institut Georg Eckert (Centre international de recherches sur les manuels scolaires), installé à Braunschweig. Il a facilité les contacts entre historiens allemands et historiens polonais, israéliens ou français (APHG : Association des professeurs d'histoire et de géographie), pour parvenir à une vision commune de l'histoire. Plus récemment, à l'initiative de l'organisation non gouvernementale PRIME (*Peace Research Institute in the Middle East*), six professeurs de lycée israéliens et six professeurs de lycée palestiniens ont publié en 2003 un manuel présentant le Proche-Orient de 1917 à 1987, traduit en hébreu et en arabe. Ce livre ne propose pas une histoire écrite en commun, mais juxtapose deux versions de l'histoire, présentée en deux colonnes (“Israéliens” et “Palestiniens”). Une traduction française a été publiée en 2004 par l'éditeur Liana Lévi<sup>6</sup>.

Comparé à ces précédents, le manuel d'histoire franco-allemand est une expérience inédite. Jamais deux pays n'avaient jusqu'ici réussi à se mettre d'accord sur un “programme commun”, permettant aux élèves de l'enseignement secondaire d'utiliser effectivement le même manuel, publié dans les deux langues. Ce qui l'a rendu possible, c'est la coopération franco-allemande, engagée depuis plus d'un demi-siècle dans le domaine culturel, on l'a vu, et aussi bien sûr sur le terrain politique.

Le 23 janvier 2003, à Berlin, s'est tenu un sommet franco-allemand pour célébrer le quarantième anniversaire du traité de l'Elysée. A l'occasion de ce sommet fut réuni un Parlement franco-allemand des jeunes, composé de lycéens des deux pays. Parmi les vœux émis par ce Parlement arrivait en tête l'écriture d'un manuel d'histoire commun aux deux pays. A l'origine du manuel se trouvent donc les utilisateurs eux-mêmes, les élèves, ce qui est assez rare pour être souligné! Ce vœu a ensuite été repris par Jacques Chirac et Gerhard Schröder, qui ont décidé de relever le défi. La proposition a été officiellement approuvée par les deux gouvernements en octobre 2003. Le manuel

---

<sup>5</sup> Voir Marc Bloch, “Pour une histoire comparée des sociétés européennes”, *Revue de synthèse historique*, 46, 1928, p. 15-50.

<sup>6</sup> PRIME (*Peace Research Institute in the Middle East*), *Histoire de l'autre*, traduit de l'arabe par Rachid Akel, traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas-Delpuech, Liana Levi, 2004. L'ouvrage original a été publié en 2003 en Israël.

franco-allemand n'aurait sans doute jamais vu le jour, sans cette volonté politique forte, constamment réaffirmée, qui a balayé toutes les objections qui auraient pu paralyser le projet.

On a alors constitué une commission scientifique franco-allemande, composée de dix experts allemands et dix experts français et chargée d'élaborer un programme et un cahier des charges. Ces experts (historiens, représentants des ministères...) ont donc proposé un programme d'histoire franco-allemand pour les classes de Seconde, Première et Terminale - programme validé le 13 mai 2004. Ce programme est le plus proche possible de ceux qui existent dans les deux pays, pour permettre aux élèves ayant travaillé sur le manuel franco-allemand de Terminale de présenter le bac et l'*Abitur*. Un manuel exactement semblable doit être proposé en Allemagne (en langue allemande) et en France (en langue française). La structure fédérale de l'Allemagne a d'une certaine façon compliqué la tâche, puisqu'il a fallu trouver un consensus entre les seize *Länder* sur un programme pour la première fois "national". L'éducation est en effet une compétence du *Land* et il y a en Allemagne autant de programmes que de *Länder*. Au-delà des histoires régionales, les experts ont essayé de constituer une sorte de "socle commun" allemand. L'harmonisation entre la France et l'Allemagne n'était pas toujours aisée, dans la mesure où l'histoire nationale occupe une place sensiblement plus importante dans les programmes allemands que dans les programmes français.

Pour la réalisation pratique du manuel, la commission a ensuite lancé une sorte d'appel d'offre aux éditeurs. La seule condition requise était de constituer un tandem franco-allemand, un couple éditorial. Le tandem sélectionné est celui formé par Nathan et Klett, deux éditeurs ayant une longue expérience du manuel scolaire et prêts à travailler ensemble. Ces deux éditeurs ont dû alors littéralement inventer des procédures de travail, puisque ce genre de projet n'avait jusque-là jamais été expérimenté.

Chaque pays a constitué une équipe de cinq auteurs, dirigé par un directeur de collection (lui-même auteur). Le programme de Terminale, choisi pour la publication du premier manuel, a donc été travaillé par l'équipe, pour aboutir au plan détaillé du livre. Chaque chapitre a ensuite été confié à un binôme d'auteurs : un auteur principal, chargé de rédiger le chapitre ; un "conseiller" (*Berater*), représentant l'autre pays, chargé d'aider et de contrôler l'auteur principal (discussions, relectures, fourniture de documents, etc.). On avait ainsi la garantie d'une histoire vraiment écrite à deux.

Aux difficultés traditionnelles de l'écriture d'un manuel dans des délais très courts, se sont ajoutés des problèmes spécifiques à cette aventure : communication entre les auteurs français et allemands, organisations de réunions en Allemagne et en France, traductions, etc. Les auteurs avaient été notamment choisis pour leur connaissance de la langue de l'autre, ce qui a permis d'éviter l'emploi de l'anglais ! Les équipes éditoriales restaient en contact avec les experts, chargé de valider la conformité du manuel avec le cahier des charges, tout en respectant la liberté des auteurs.

Ce manuel n'est en rien un manuel officiel, puisqu'il est proposé dans chaque pays en complément des manuels "nationaux" et que les enseignants restent totalement libres de leur choix. Il ne s'adresse pas seulement aux lycées européens ou aux classes franco-allemandes, car il ne s'agit pas d'un manuel d'histoire franco-allemande, mais bien d'un manuel franco-allemand d'histoire. Il n'est pas question de s'enfermer dans une perspective strictement bi-nationale.

### **Les difficultés : contenu, méthode, traduction**

On peut maintenant évoquer le travail proprement dit des auteurs. Les difficultés n'ont pas surgi là où on les attendait.

Le premier volume, destiné aux classes de Terminale, retrace l'histoire de l'Europe et du monde depuis 1945. Sur le fond, les Français et les Allemands avaient en gros la même chose à dire - le terrain ayant été préparé par plusieurs décennies de coopération entre les historiens des deux pays, comme on l'a dit. Le chapitre sur les mémoires de la Seconde guerre mondiale, par exemple, n'a suscité aucune tension.

Le seul sujet un peu sensible, où des différences d'appréciation se sont affirmées, est celui du rôle des États-Unis en Europe et dans le monde. Les auteurs français, marqués d'une façon plus ou moins consciente par une sensibilité "gaulliste", étaient prompts à souligner l'hyperpuissance américaine, les tentations de l'unilatéralisme à Washington ou les dangers de l'impérialisme culturel US. Les Allemands, marqués par une sensibilité "atlantiste", voyaient là un jugement de valeur anti-américain ; ils souhaitaient présenter les États-Unis d'abord comme les champions de la démocratie, ayant aidé l'Allemagne à se reconstruire et à lutter contre le communisme. La perception de celui-ci a pu aussi provoquer quelques débats. Les Allemands, qui ont fait directement l'expérience du système soviétique avec la RDA, n'ont aucune difficulté à condamner sans nuance le communisme. Les Français y sont plus réticents, tout simplement parce que le parti communiste est profondément inscrit dans l'histoire de la gauche française.

Des discussions serrées, où chaque terme était pesé, ont permis d'aboutir à un texte jugé équilibré. Quand cela n'était pas possible, pour éviter un consensus artificiel, on a préféré exposer les différences de point de vue. C'est une façon de montrer aux élèves que l'histoire consiste à observer la réalité sous tous ses aspects et que les angles de vue peuvent varier. Cette démarche a été adoptée dans certaines leçons et a fait l'objet d'une rubrique intitulée "Regards croisés franco-allemands" à la fin de chaque partie.

Au final, le manuel franco-allemand apporte une « plus-value » par rapport aux manuels nationaux :

- bien sûr l'histoire de l'autre pays est plus développée qu'elle ne peut l'être dans un manuel national ; et inversement d'ailleurs, l'histoire de son propre pays est présentée d'une manière plus synthétique que dans un manuel national (c'est particulièrement vrai pour les Allemands, qui sont habitués à étudier d'une manière très détaillée leur propre histoire).

- La question du colonialisme et de la décolonisation, si importante pour comprendre les rapports Nord-Sud aujourd'hui, est peu traitée dans les programmes allemands - évidemment parce que l'expérience coloniale de l'Allemagne a été très brève. Les élèves allemands découvriront ainsi un thème qui leur est peu familier.

- Autre apport pour les Allemands : l'histoire très contemporaine (après 1989-1990), qu'il n'est pas habituel d'envisager dans leurs programmes (« nous n'avons pas le recul nécessaire... », « c'est du journalisme », pensent souvent les Allemands).

- Inversement, l'analyse des démocraties populaires est un peu plus développée que dans les manuels français, parce que l'Allemagne de l'Est a connu ce régime, mais aussi, d'une manière plus générale, parce que l'histoire de l'Europe centrale et orientale est plus présente dans les programmes allemands.

Le prochain manuel, pour les classes de Première, qui est en cours de rédaction, traite du monde de 1815 à 1945. On y parle notamment de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, de la Guerre de 1914-1918, du traité de Versailles, de l'occupation de la Ruhr par les Français, du nazisme, de la Seconde guerre mondiale... Eh bien, tout cela



n'effraie pas les auteurs, car des deux côtés du Rhin, il n'y a plus de différence majeure dans l'historiographie. Nous trouvons là de belles occasions de sortir du "roman national" et de montrer aux élèves comment les mêmes événements ont pu être vécus d'une manière différente des deux côtés du Rhin.

Les vrais problèmes étaient donc ailleurs, dans la méthode : des deux côtés du Rhin on enseigne bien la même histoire, mais pas de la même façon. Les deux pays ont en effet une conception très différente de l'enseignement de l'histoire et donc aussi une conception différente des manuels.

- En France, l'enseignement repose encore largement sur un cours magistral, où le professeur dispense des contenus, même s'il travaille aussi avec les élèves sur des documents. L'élève est très encadré. Le manuel lui propose des leçons très structurées et synthétiques (texte assez court, avec des sous-parties, des passages en caractères gras), déjà problématisées, qui constituent une sorte de résumé de ce que le professeur a dit en cours. Les documents sont très nombreux, notamment les images, et leur analyse est guidée par des questions.

- En Allemagne, les cours sont plus interactifs : les professeurs organisent des débats et des « jeux de rôles », où les élèves doivent argumenter. Les manuels fournissent des leçons beaucoup plus longues, puisque l'information n'est pas vraiment dispensée en cours. Les documents iconographiques sont moins nombreux et souvent de petite taille. Les textes-sources sont beaucoup plus longs ; il peut s'agir de documents secondaires (textes d'historiens), ce qui est très rare dans les manuels français. Les élèves ne sont guère encadrés (par des questions ou par un plan très apparent des leçons), parce que le principe est de leur faire trouver par eux-mêmes les problématiques. L'enseignement allemand est en fait fondé sur le postulat ambitieux de l'autonomie intellectuelle de l'élève.

Ce résumé des différences pédagogiques est évidemment réducteur, d'autant qu'il y a des nuances assez importantes d'un *Land* à l'autre (la Bavière par exemple est assez proche d'un enseignement "à la française"). Mais il est globalement valable. Quand les Allemands découvrent un manuel français, ils ont l'impression de voir un « magazine » ; quand les Français ouvrent un manuel allemand, ils croient retrouver les ouvrages austères en usage chez eux il y a quarante ans !

Il fallait donc harmoniser deux traditions pédagogiques différentes. Le cahier des charges imposé par les experts fournissait un cadre assez précis, plutôt proche du « modèle » français (leçons courtes, documents nombreux et questionnés). Les Allemands furent donc obligés de se couler dans ce moule très contraignant pour eux. On comprit alors que les spécificités nationales les plus résistantes ne sont pas forcément là où l'on croit. Le plan en deux ou trois parties, fondé sur une argumentation serrée, n'est pas un modèle universel : c'est une habitude très française, appuyée sur une longue tradition rhétorique ! L'exercice de la dissertation, qui nous est si familier, est pratiquement inconnu partout ailleurs ! L'enseignement allemand (mais on pourrait dire aussi britannique ou américain) est fondé sur des exercices différents, du type « essai », « débat » ou « dossier ».

On a essayé de surmonter ces différences, en prenant dans chaque tradition pédagogique ce qu'elle a de meilleur. Au final, les Allemands ont apprécié une certaine "rigueur" française et l'accent mis sur les documents iconographiques (les méthodes d'analyse des images sont moins développées outre-Rhin). Les Français, eux, ont apprécié l'accent mis par les Allemands sur les concepts, les débats historiographiques et des formes différentes (plus ludiques ?) de questionnement des documents. Ainsi, en

conclusion du dossier sur le procès de Nuremberg, l'auteur allemand propose cet exercice : « La ville de Nuremberg souhaite faire poser une plaque sur son Palais de justice et vous charge de sa rédaction. Rédigez un texte qui informe les visiteurs de l'importance de ce lieu et de la portée historique du procès de Nuremberg ».

La dernière difficulté que l'on peut évoquer est celle qui tient à la langue. Les problèmes de traduction révèlent toujours des façons de penser et des conceptions du monde différentes. La notion de « mémoire », très à la mode aujourd'hui en France, désigne à la fois le souvenir, l'histoire patrimoniale, l'institutionnalisation de la mémoire, etc. Elle est difficile à traduire en allemand, entre *Erinnerung*, *Gedächtnis*, *Erinnerungskultur*, *Gedächtnisgeschichte*... Autre exemple, le chapitre sur l'évolution culturelle depuis 1945, rédigé par un Français : le mot français « culture », finalement très englobant, a posé des problèmes aux traducteurs, parce qu'il signifiait tantôt *Kultur* et tantôt *Bildung*... Certaines notions sont presque intraduisibles et doivent être rendues par une périphrase. Le terme « *Planwirtschaft* » désigne la planification impérative de type soviétique et il n'y a pas de terme en allemand pour la planification indicative de type français. Le mot « *Feindbild* » est intraduisible en français : il désigne la « représentation de l'ennemi », la diabolisation de l'adversaire qui caractérise par exemple la culture de la Guerre froide.

## Conclusion

Au final, le principal mérite du manuel franco-allemand est... d'exister ! A la première lecture, ce manuel ne semblera peut-être pas très différent d'un manuel français, sinon qu'une partie entière est consacrée à la France et à l'Allemagne. Mais les élèves, en voyant que ce livre a été conçu en commun par des historiens allemands et français, prendront la mesure du progrès accompli dans l'écriture de l'histoire : comparaison des points de vue, confrontation des regards, mise à distance des clichés, relativisation de certaines habitudes de pensée...

La sortie du premier volume, en mai 2006 en France et en juillet 2006 en Allemagne, a été très largement médiatisée. Des deux côtés du Rhin, les journaux, les radios et les télévisions, ont salué l'événement. Les journalistes étaient souvent surpris de découvrir que Français et Allemands étaient capables d'écrire en commun l'histoire. Plusieurs manifestations ont déjà été organisées ou sont prévues dans des pays intéressés par le manuel : le Luxembourg, la République tchèque, la Bulgarie, la Pologne, l'Ukraine, la Bosnie-Herzégovine, l'Italie. Le manuel franco-allemand pourrait ainsi susciter des initiatives ou encourager des projets déjà existants. On peut penser aux commissions chargées des relations germano-polonaises et germano-tchèques ou aux manuels d'histoire balkanique<sup>7</sup>. Au-delà de l'Europe, la publication du manuel franco-allemand a été suivie de près par les médias japonais et coréens. Un projet assez différent a déjà été mis en œuvre en Asie orientale : le manuel « CJK » (« *China, Japan, Korea* »),

---

<sup>7</sup> Le *Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe*, installé à Thessalonique, a mis en œuvre depuis 1997 le « *joint history project* ». Il s'agit de faire travailler ensemble des historiens des onze pays balkaniques sur les sujets les plus douloureux. Quatre volumes ont déjà été publiés, consacrés à l'Empire ottoman, à la naissance des nations et des Etats, aux guerres balkaniques et à la Seconde guerre mondiale. On peut les télécharger gratuitement sur le site du Centre : [www.cdsee.org](http://www.cdsee.org), consulté le 25 septembre 2007.

**Guillaume Le Quintrec, « Le manuel franco-allemand : une écriture commune de l'histoire », *Histoire@Politique. Politique, culture et société*, N°2, septembre-octobre 2007, mis en ligne le 18.10.2007 sur [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr).**

publié en 2005<sup>8</sup>. Il s'agit d'un manuel "alternatif", conçu par des historiens des trois pays (en réponse aux manuels révisionnistes japonais évoqués plus haut), centré sur les conflits récents qui les ont opposés, et publié dans trois versions non strictement identiques semble-t-il.

Les réserves qui ont pu être formulées sont assez différentes d'un pays à l'autre. En Allemagne, c'est surtout la formule pédagogique "à la française" qui a pu dérouter les enseignants, habitués à utiliser des manuels très différents. En France, s'est parfois exprimée la crainte d'avoir affaire à un manuel "officiel", présentant une sorte de vulgate pro-européenne - ce qui n'est bien sûr pas le cas.

Pour l'instant, le manuel franco-allemand d'histoire reste le seul projet effectif. L'idée d'un manuel d'histoire européen, élargi à d'autres pays, exigerait, pour être appliquée, une compatibilité avec les programmes nationaux (c'est précisément cela qui a rendu possible le projet franco-allemand). Quant aux autres disciplines, comme la géographie, elles n'ont pour l'instant, à notre connaissance, fait l'objet d'aucune initiative comparable.

---

<sup>8</sup> Voir Alain Delissen, « La nouvelle bataille des Falaises rouges ? A propos du manuel commun "Chine - Corée - Japon », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 94, avril-juin 2007, p. 57-71.